



PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France

Unité départementale de l'Essonne

EVRY, le 02 juillet 2018

Affaire suivie par : Caroline Girod
caroline.girod@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34 11 - Fax : 01.60.76.34.88
Référence : D2018- 0933

INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Projet d'arrêté préfectoral imposant la réalisation d'une étude technico-économique pour la réduction des émissions d'oxydes d'azote

Exploitant :
SEMARIV
CITD ECOSITE de Vert le Grand,
"LE CIMETIERE AUX CHEVAUX",
91810 VERT LE GRAND

Etablissement concerné :
Usine d'incinération d'ordures ménagères de Vert-le-Grand

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport a pour objet de proposer à Monsieur le Préfet d'imposer la réalisation d'une étude technico-économique pour la réduction des émissions atmosphériques d'oxydes d'azote de l'usine d'incinération des déchets non dangereux de la société SEMARIV située sur la commune de Vert-le-Grand, en application du Plan de protection de l'atmosphère d'Île-de-France.



Certificat N° A 1607

Champ de certification disponible sur :
www.dnee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1. SITUATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DE L'USINE D'INCINERATION

La société SEMARIV exploite depuis le 15 juin 1999 un incinérateur de déchets non dangereux comprenant 2 fours à grilles d'une capacité unitaire de 14 t/h dont la capacité annuelle est de 220 000 t. Ce site comprend également un centre de tri comprenant 3 chaînes de tri pour les collectes sélectives des ménages et les déchets industriels non dangereux.

En 2016, l'usine a incinéré 216 904 tonnes d'ordures ménagères provenant essentiellement des communes du SIREDOM et a produit 117 518 MWh d'énergie électrique dont 98 115 MWh vendus sur le réseau EDF.

En 2016, 48 547 tonnes de déchets provenant des collectes sélectives du SIREDOM et du SIOM de la Vallée de Chevreuse sont triés avec la répartition suivante:

- verre : 14 565 t
- tri flux : 729 t
- bi flux : 32 652 t (journaux magazines + emballages ménagers)
- corps plats : 499 t (journaux magazines)

L'arrêté préfectoral n° 96.4071 du 20 septembre 1996 modifié par plusieurs arrêtés complémentaires a autorisé la Société PSE à exploiter sur la commune de VERT-LE-GRAND, lieu-dit « le cimetière aux chevaux » les activités décrites dans le tableau ci-dessous (les rubriques concernées ont fait l'objet d'une mise à jour dans l'arrêté préfectoral du 31 août 2011 et du 16 avril 2012 suite à la modification de la nomenclature des ICPE introduite par le décret 2009-1341 du 29 octobre 2009):

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique (nomenclature)	Régime de classement ⁽¹⁾
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. supérieur à 200 kW.	650 kW	2515.1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant: 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	2 300 m ³	2714.1	A
Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	220 000 t/an (2 fours de 14 t/h)	2771	A
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j.	Maturation et déferrailage des mâchefers : 200 t/j	2791.1	A
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	70 m ³ de FOD en réservoir enterré	1432.2.b	D

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique (nomenclature)	Régime de classement ⁽¹⁾
b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³			
Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	900 m ³	2711.2	D
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m ²	Métaux issus de l'incinération • ferreux : 200 m ² • non ferreux : 50 m ² métaux issus tri collecte sélective Métaux issus du tri des collectes sélectives • ferreux : 50 m ² • non ferreux : 50 m ²	2713.2	D
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	1000 m ³	2715	D
Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435. 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :	FOD, débit de 2,4 m ³ /h soit un débit équivalent de 0,5 m ³ /h	1434.1.b	NC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Moins de 1000 m ³ d'ordures ménagères compactées en balles	2716	DC

A : autorisation, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512.11 du Code de l'Environnement.

L'installation dispose d'un système de traitement des fumées. Il est constitué de deux ensembles de marque ABB composés des éléments suivants :

- Filtration par électrofiltre,
- Injection de charbon actif,
- Traitement chimique par lait de chaux (Procédé semi-humide),
- Filtration par filtre à manches.

Une installation complémentaire de traitement des oxydes et dioxydes d'azote par injection de solution ammoniacale a été mise en place.

Des équipements d'analyse permettent de mesurer et d'enregistrer en continu les paramètres suivants : Poussières, HCl, SO₂, CO, O₂, COT, NO_x, NH₃, HF, la température de combustion, le débit. En 2014, des préleveurs en semi-continu des dioxines et des furanes ont été installés.

2. OBJET DU RAPPORT

2.1. Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) d'Ile-de-France

La qualité de l'air s'améliore en Île-de France : depuis 2007 le nombre de franciliens exposés à des dépassements des valeurs limites de la qualité de l'air décroît. Cependant des dépassements de ces valeurs limites restent mesurés par les stations d'AIRPARIF en 2015, concernant le dioxyde d'azote (NO₂) et les particules fines (PM₁₀). Les efforts accomplis par l'ensemble des secteurs d'activité ont permis d'améliorer la qualité de l'air mais n'ont pas suffi à supprimer l'ensemble des dépassements, ce qui a conduit la France à être en pré-contentieux européen pour non respect des valeurs limites.

Cette situation a enclenché une nouvelle révision du plan de protection de l'atmosphère (PPA) d'Ile-de-France. Tous les secteurs d'activité contribuent à la pollution atmosphérique en Ile-de-France et sont donc concernés par les mesures du PPA. Ce plan prévoit 25 défis déclinés en 46 actions pour tous les secteurs d'activités et citoyens, ayant pour échéance 2020, afin de ramener la qualité de l'air en dessous des valeurs limites européennes de qualité de l'air au plus tard en 2025, en complément des actions menées au niveau local par les collectivités.

Le plan de protection de l'atmosphère a été approuvé par l'Arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Ile-de-France. Parmi les 4 mesures concernant l'industrie, **l'une des mesures nommée défi industrie n° 3 concerne la réduction des émissions d'oxydes d'azote des installations d'ordures ménagères.**

Pour ces installations d'incinération d'ordures ménagères (UIOM visées par la rubrique ICPE 2771), le défi propose de réduire pour celles qui n'y sont pas déjà assujetties les émissions de NO_x de ces installations en abaissant leurs valeurs limites pour ce polluant, en dessous des valeurs limites de la réglementation nationale.

La Valeur Limite d'Émission (VLE) de NO_x prévue par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 sera réduite en application du PPA à 80 mg/m³ en moyenne journalière et 160 mg/m³ en moyenne semi-horaire à 11% d'O₂ pour les installations existantes ou nouvelles au lieu de 200 mg/m³ en moyenne journalière et 400 mg/m³ en moyenne semi-horaire respectivement. Cette mesure qui avait déjà été appliquée dans le premier PPA de 2005 mais uniquement sur la zone dense de l'agglomération parisienne, avait permis une réduction importante des émissions de NO_x. Les niveaux d'émissions mesurés montrent sur ces installations que cette valeur limite est facilement atteignable.

En 2017, lors de l'élaboration de cette mesure du projet de PPA, il restait cinq installations situées en dehors de cette zone dense représentant 695 t d'émissions de NO_x en 2015.

Le gain d'émission de NOx apporté par la mise en place de VLE plus basses sur ces cinq installations est estimé à 455 t par an en 2020, soit -21,1 % des émissions du secteur des déchets en 2020 et - 0,6 % des émissions totales de NOx en IDF.

Cette mesure permettra également de réduire la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) redevable pour le traitement des déchets ménagers dans l'usine. Des émissions de NOx inférieures ou égales à 80 mg/Nm³ en moyenne journalière permettent en effet d'obtenir un critère d'abattement supplémentaire de la TGAP.

Préalablement à la modification des valeurs limites, la première action de ce défi du PPA prévoit d'imposer à l'exploitant par arrêté préfectoral la réalisation d'une étude technico-économique relative à la réduction des NOx permettant de s'assurer que cette mesure est réalisable sur l'installation concernée.

2.2. Les installations de la société SEMARIV concernant les émissions d'oxydes d'azote : la situation actuelle

Actuellement, les valeurs limites en oxydes d'azote de l'installation sont fixées par l'arrêté préfectoral n°2004.PREF.DAI/3/BE n°0119 du 4 août 2004 avec les valeurs suivantes (à 11 % d'O₂) :

Paramètre	Valeur moyenne journalière en mg/m ³	Valeur moyenne semi-horaire en mg/m ³
Oxydes d'azote (NOx)	200	400

L'installation dispose d'un système de traitement des NOx par injection de solution ammoniacale.

Les résultats des mesures d'autosurveillance (mesures en continu) et des contrôles inopinés montrent que les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites actuelles et qu'une sévérisation des valeurs limites en NOx permettrait de réduire notablement le flux annuel des émissions d'oxydes d'azote.

Les émissions annuelles d'oxyde d'azote déclarées par l'exploitant dans l'application GEREPA sont les suivantes : 168,2 t en 2015 et 168,8 t en 2016.

2.3. Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

Considérant la situation actuelle des installations de la société SEMARIV et la mesure n° 3 du PPA il est proposé d'imposer par arrêté préfectoral à l'exploitant la réalisation d'une étude technico-économique pour réduire les émissions de NOx en dessous des valeurs suivantes (à 11 % d'O₂) :

Paramètre	Valeur moyenne journalière en mg/m ³	Valeur moyenne semi-horaire en mg/m ³
Oxydes d'azote (NOx)	80	160

Au vu de cette étude qui devra être transmise par l'exploitant dans un délai de 3 mois, un projet d'arrêté préfectoral imposant ces nouvelles valeurs limites sera proposé. La mise en conformité avec ces nouvelles valeurs limites ne pourra excéder la date du 31 décembre 2020 en cohérence avec les objectifs du PPA.

3. CONCLUSION ET PROPOSITION

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, nous proposons à Monsieur le Préfet d'imposer l'étude par arrêté préfectoral complémentaire dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport, pris en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et portant application de la première action de la mesure n° 3 du PPA d'Île-de-France. L'inspection des installations classées propose que l'arrêté préfectoral complémentaire soit pris sans consultation du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST), conformément aux articles L181-14 et R181-45 du code de l'environnement.

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 99/PREF-DCL/ 0322 du 11 août 1999, n°2001.PREF.DCL / 0386 du 10 octobre 2001, n° 2004.PREF.DAI/3/BE/n°0119 du 4 août 2004, n°2006.PREF.DCI/3/BE/n°0095 du 22 mai 2006,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/0400 du 31 août 2011 portant également changement d'exploitant au bénéfice de la société SEMARIV,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/241 du 16 avril 2012,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du ...,

Considérant que le Plan de protection de l'atmosphère en Ile de France actuellement en vigueur prévoit des mesures pour tous les secteurs d'activités et citoyens, ayant pour échéance 2020, afin de ramener la qualité de l'air en dessous des valeurs limites européennes de qualité de l'air au plus tard en 2025, en complément des actions menées au niveau local par les collectivités,

Considérant d'une part que les rejets atmosphériques en oxydes d'azote (NOx) de l'installation d'incinération d'ordures ménagères de SEMARIV dépassent la valeur de 80 mg/m³ en moyenne journalière et la valeur de 160 mg/m³ en moyenne semi-horaire,

Considérant qu'il convient d'étudier les possibilités de réduction des émissions atmosphériques d'oxydes d'azote de cette installation en application des mesures relatives au secteur de l'industrie prévues par le PPA et définies à l'article 14-2 de l'arrêté inter préfectoral du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère pour l'île-de-France,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La Société SEMARIV, dont le siège social est situé ECOSITE de Vert le Grand – « Le cimetière aux chevaux » - 91810 Vert-le-Grand, est tenue de réaliser une étude technico-économique visant à réduire les émissions atmosphériques d'oxydes d'azote de l'unité d'incinération d'ordures ménagères (CITD) de Vert-le-Grand, en dessous des valeurs suivantes, déterminées à 11 % d'O₂ :

Paramètre	Valeur moyenne journalière en mg/m ³	Valeur moyenne semi-horaire en mg/m ³
Oxydes d'azote (NOx)	80	160

ARTICLE 2

Cette étude devra présenter :

- les solutions étudiées visant à réduire les émissions dans l'air en oxydes d'azote en dessous des valeurs visées à l'article 1^{er} ;
- les performances de traitement des émissions atmosphériques en oxydes d'azote associés à chaque solution (valeurs limites d'émissions, flux journaliers et annuels) et les réductions quantifiées par rapport à la situation actuelle;
- Les avantages et inconvénients de chaque solution d'un point de vue technique et économique ;
- La solution finalement retenue assortie d'un planning de mise en œuvre de celle-ci dont la date de mise en œuvre effective ne devra pas dépasser le 31 décembre 2020.

Les solutions étudiées seront choisies parmi les meilleures techniques disponibles dans le domaine des installations d'incinération d'ordures ménagères.

ARTICLE 3

L'étude mentionnée ci-dessus est transmise à Monsieur le Préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Délais et voies de recours (Article R.181-50 du code de l'Environnement)

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 -Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Maire de Vert-le-Grand,

Les Inspecteurs des Installations Classées,

L'exploitant, la société SEMARIV,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,

